Par Jan Kapusnak

L’infantilisation s’opère également par le biais de la ventriloquie. Dans les milieux activistes et médiatiques progressistes, les Palestiniens sont systématiquement racontés plutôt qu’entendus. Des personnes extérieures déclarent ce que les Palestiniens « veulent vraiment », quelles voix sont « authentiques » et quelles opinions peuvent être rejetées comme étant forcées ou non représentatives. L’action devient conditionnelle – reconnue lorsqu’elle va dans la « bonne » direction.

Cette dynamique finit par blanchir la vision du monde du Hamas. Dans certains milieux pro-palestiniens occidentaux, le langage de « résistance » du Hamas est normalisé, son autoritarisme adouci, et les Palestiniens qui appellent à la réforme, à la coexistence ou à la fin du régime du Hamas sont relégués à la marge, tandis que les slogans maximalistes et le culte du « martyre » sont considérés comme le seul registre authentique de la politique palestinienne. Lorsque les habitants de Gaza protestent contre le Hamas, l’histoire s’évapore souvent. En mars 2025, de rares manifestations dans le nord de Gaza ont été marquées par des chants « Hamas dehors » et des appels à mettre fin à la guerre ; un manifestant a déclaré aux médias arabes : « Ils ont détruit nos vies. Ils nous gouvernent par la peur ».

Le même silence sélectif apparaît lorsque le Hamas qualifie les dissidents de « collaborateurs » et les punit – parfois publiquement et mortellement : une grande partie de la scène militante se tait ostensiblement, et dans certains coins, même la catégorie de « traître » est traitée comme une caractéristique légitime de la « politique de libération ». Les Palestiniens anti-Hamas existent et méritent beaucoup plus d’attention que les scripts d’infantilisation occidentaux ne le permettent.

ONG sous le contrôle du Hamas

L’écosystème des ONG humanitaires et de défense des droits de l’homme peut renforcer l’infantilisation des Palestiniens en les présentant presque exclusivement comme des bénéficiaires de l’aide, des patients et des victimes de traumatismes. NGO Monitor, un institut de recherche basé à Jérusalem, affirme depuis des années que dans l’arène israélo-palestinienne, de nombreuses ONG influentes agissent moins comme des enquêteurs neutres que comme des acteurs politiques : elles produisent des récits unilatéraux, à charge, peu vérifiables, attribuant à Israël la pleine intentionnalité et la culpabilité juridique tout en traitant le Hamas comme des

« militants » de fond, et non comme une autorité dirigeante ayant des devoirs envers les civils. Le rapport de NGO Monitor de décembre 2025, « Puppet Regime : Hamas’ Coercive Grip on Aid and NGO Operations in Gaza », s’appuyant sur des documents internes du Hamas, affirme que le Hamas a systématiquement surveillé et contrôlé les ONG étrangères et les opérations d’aide – soulignant pourquoi il est trompeur de présenter Gaza comme une pure victime sans structures de pouvoir.

C’est pourquoi le document » *Our Narrative* » du Hamas met explicitement l’accent sur le maintien des liens avec les acteurs libéraux du monde entier qui « ont soutenu les Palestiniens contre l’occupation », tout en insistant sur la nécessité d’empêcher la normalisation avec Israël et de continuer à poursuivre Israël devant les tribunaux et les forums internationaux.

L’infantilisation ne s’arrête pas à Gaza. En Cisjordanie, elle prend une forme plus discrète : l’Autorité palestinienne est traitée moins comme un régime de gouvernement que comme un fragile substitut humanitaire. Mahmoud Abbas dirige l’AP depuis 2005 ; son mandat électoral a expiré en 2009 et aucune élection présidentielle ou parlementaire n’a été organisée depuis. Dans ce monde, Israël devient l’explication par défaut de l’absence de démocratie ; les choix des dirigeants palestiniens deviennent un détail secondaire. Les sondages révèlent régulièrement une profonde frustration de la population – une large majorité souhaite la démission d’Abbas et la corruption est largement considérée comme endémique – mais l’Autorité palestinienne conserve sa légitimité diplomatique et le soutien substantiel des donateurs, sans qu’aucune pression ne soit exercée en faveur de la transparence et de la réforme. Elle signale aux élites palestiniennes que le pouvoir peut être conservé sans renouvellement, tandis que les réformateurs sont informés que la responsabilité peut être reportée indéfiniment.

La « Nakba » – le début de l' »infantilisation » des Palestiniens

L’infantilisation fonctionne également de manière rétroactive, par le biais de l’histoire. Dans le discours occidental, la Nakba (« catastrophe » en arabe, terme désignant la guerre de 1948 et les déplacements de population) est souvent présentée comme un événement qui s’est simplement produit pour les Palestiniens en 1948, sans que l’on accorde suffisamment d’attention au choix politique qui l’a précédé : le rejet du plan de partage des Nations unies de 1947 et la décision des dirigeants arabes de faire la guerre pour empêcher la création d’un État juif. Il ne s’agissait pas d’une réaction en chaîne inévitable, mais d’un pari stratégique aux conséquences prévisibles. S’il avait réussi, il est difficile d’imaginer la communauté

juive sortir indemne des forces et de la rhétorique mobilisées contre elle. Pourtant, une fois que le pari a échoué, la défaite a été codée comme une pure victimisation et la responsabilité a été repoussée vers l’extérieur.

En 1990-91, l’OLP de Yasser Arafat a soutenu Saddam Hussein après l’invasion du Koweït par l’Irak – un choix qui a placé les dirigeants palestiniens du mauvais côté d’une rupture internationale déterminante et qui a coûté cher aux Palestiniens du Golfe. Pendant des décennies, le rejet chronique des multiples ouvertures diplomatiques est également ramené à l’inévitabilité au lieu d’être traité comme une stratégie ayant des conséquences. Et lorsque la normalisation israélo-arabe a progressé grâce aux accords d’Abraham, la plupart des dirigeants palestiniens l’ont condamnée comme une trahison, renforçant ainsi une politique de refus au détriment de la construction d’un État. Le Hamas, pour sa part, a traité la normalisation comme une menace stratégique et le massacre du 7 octobre visait, entre autres, à faire échouer la perspective d’une normalisation israélo-saoudienne. Dans chaque cas, les choix conséquents sont racontés comme si les Palestiniens n’en avaient pas – et il en résulte une amnésie historique : Les Palestiniens sont considérés comme des passagers de l’histoire, et non comme ses moteurs.

Si l’on souhaite réellement que la Palestine devienne un État, il faut insister sur l’âge adulte politique : des dirigeants responsables, des dirigeants remplaçables, des institutions au-dessus des groupes terroristes islamistes et un vocabulaire moral qui ne romance pas le culte de la mort. Cela signifie également qu’il faut faire face à un obstacle central à la paix : la persistance des courants dominants de la société palestinienne qui ne recherchent pas la coexistence avec Israël, mais son effacement. Prétendre que cette aspiration est marginale – ou simplement une métaphore – n’est pas de la solidarité ; c’est une tromperie coûteuse.

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel Aviv.